

Les conclusions de la Présidence luxembourgeoise en matière de coopération transfrontalière



François Bausch

Ministre du développement durable et des infrastructures, Grand-Duché de Luxembourg

La Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE a accordé une haute priorité à la coopération transfrontalière. Dans le domaine de la cohésion territoriale, nous avons travaillé sur les différents outils disponibles et nécessaires pour améliorer la cohésion. Partant du constat qu'il y a souvent un déficit de cohésion dans les espaces frontaliers, et qu'il subsiste de nombreux obstacles juridiques et réglementaires pour l'exécution de projets ou de stratégies transfrontalières, la Présidence a entamé la discussion politique sur un outil juridique qui permettrait, dans les espaces frontaliers, de bénéficier de dispositions légales et réglementaires identifiées par les acteurs du terrain, puis validées par les États. Sur le thème général des petites et moyennes villes, porté par le trio de Présidences Italie-Lettonie-Luxembourg, elle s'est concentrée sur les réseaux de villes transfrontaliers. La conférence des 25 ans des programmes Interreg a quant-à-elle abordé les conditions immatérielles d'une bonne coopération. Pour la première fois, un Conseil "Affaires générales" consacré à la politique de cohésion a adopté des "Conclusions du Conseil" dédiées à la coopération transfrontalière européenne. De plus, à l'initiative de la Présidence luxembourgeoise, le Comité des Régions a adopté un avis sur le développement de la coopération transfrontalière ; et deux sessions des Open Days ont été consacrées à l'instrument juridique proposé et aux réseaux de villes transfrontaliers. Enfin, la Présidence luxembourgeoise a discuté et fait approuver, par le Conseil de l'UE, la stratégie macro-régionale des Alpes. Le Grand-Duché a ainsi manifesté son attachement à la coopération territoriale, placée à l'avant-garde de l'intégration européenne !



Dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, le Grand-Duché du Luxembourg a rassemblé les 26 et 27 novembre 2015 à Luxembourg, pour une réunion informelle, les ministres européens en charge de la cohésion territoriale et des politiques urbaines. Les discussions ont alimenté les conclusions de la Présidence grand-ducale, qui propose des actions pour faciliter la coopération transfrontalière au sein de l'Union.

L'une d'entre elles, élaborée avec l'appui technique de la MOT¹, consiste à mettre en place un outil juridique fondé sur un règlement européen. Cet outil permettrait aux autorités locales, confrontées à un obstacle juridique dans le cadre d'un projet transfrontalier, de proposer à leurs États respectifs un cadre juridique spécifique² au fonctionnement du projet concerné. Par exemple, l'extension d'une ligne de tramway de l'autre côté de la frontière pourrait se voir appliquer de part et d'autre la norme d'un des pays. En résumé, les États pourraient reconnaître l'application de dispositions normatives

issues du droit d'un pays voisin, pour faciliter le fonctionnement d'un projet transfrontalier spécifique. Cette nouvelle forme de reconnaissance mutuelle faciliterait la mise en œuvre de projets transfrontaliers, au bénéfice des populations frontaliers.

Le 26 novembre, les ministres en charge de l'aménagement du territoire ont accueilli favorablement cette proposition. Le 27 novembre, les ministres compétents en matière de politique urbaine ont notamment discuté des stratégies de promotion des petites et moyennes villes, affirmant le rôle des réseaux de villes transfrontaliers et plaçant pour un "développement polycentrique" dans les régions transfrontalières. Le besoin de renforcer la connaissance statistique transfrontalière a également été souligné, à travers le nécessaire soutien à la création d'observatoires produisant des données transfrontalières [...]. **La suite en page 3.**

¹ Pour consulter l'étude : [cliquez ici](#).

² Constitué du droit de l'une ou l'autre des parties.

ÉVÈNEMENTS

Retenez dès à présent la date de l'assemblée générale et de la conférence annuelle de la MOT qui se tiendront les 24 et 25 mai 2015 à Paris, au Musée de l'histoire de l'immigration, dans le cadre de l'exposition "Frontières".

Troisièmes Rencontres de l'AViTeM "Villes et territoires méditerranéens durables : renforcer les compétences pour agir", 19 et 20 janvier 2016 à Marseille

Séminaire "Unlocking the Potential of Mobile Health in Europe: Removing Barriers to the Empowerment of Citizens", 20 janvier 2016 à Bruxelles

4ème édition de la Master-Class "Trans/frontières et dialogue des disciplines" : "L'âge des transitions vers une autre génération d'acteurs ?", 26-28 janvier 2016 à Marseille

Conférence annuelle du Centre for Cross Border Studies : "Bordering Between Unions: What Does the UK Referendum on Europe Mean for Us?", 18 et 19 février 2016 à Armagh (Royaume-Uni)

[Tous les événements](#)

Séminaire sur la coopération franco-britannique



Le Pas-de-Calais entretient de solides relations avec ses voisins britanniques, qui ont abouti à de nombreux projets et à la signature d'un accord de coopération avec le Comté du Kent.

Lors d'un séminaire co-organisé entre le Département du Pas-de-Calais et le SGAR Nord-Pas-de-Calais, auquel la MOT a participé, les 25 et 26 novembre 2015, les opportunités offertes par cette coopération transfrontalière ont été réaffirmées et détaillées.

Le Préfet de région a rappelé le rôle clé de la coopération transfrontalière pour ce territoire de passage et d'échanges (investissements britanniques en région, tourisme, etc.). Il a notamment mentionné l'Initiative des détroits d'Europe, portée par le Département du Pas-de-Calais

depuis 2010, qui nourrit les échanges de l'expérience de 22 partenaires issus de 13 pays européens. [Plus d'infos](#)

Le séminaire a permis de présenter aux agents de l'Etat en Région ainsi qu'aux structures publiques régionales, les perspectives pour les années à venir : comment la coopération transfrontalière peut-elle évoluer ? Quels projets pourront être mis en place ? Deux programmes européens de coopération transfrontalière apportent un soutien financier aux projets ; ils sont avant tout des opportunités d'innovation, d'adaptation des politiques publiques et de construction de partenariats sur le long terme.

Le séminaire s'est poursuivi par une visite de terrain qui a permis aux participants de découvrir le projet LNA (Paysages et Nature pour tous), portant sur la préservation de

l'environnement et la sensibilisation du grand public. Il a abouti à la création d'un réseau des parcs naturels de part et d'autre du détroit du Pas de Calais, la mer séparant des structures géologiques et des paysages très proches.

Autre projet présenté : l'Observatoire transfrontalier pour l'optimisation des services publics qui a développé une nouvelle méthode d'analyse des besoins des usagers afin d'adapter les services publics et renforcer leur accessibilité. Résultats concrets du projet : la plateforme de mobilité Bougeco.com et la Maison des services publics de Fauquembergues réunissant différents services publics en un même lieu, sur le modèle des "Gateways" du Kent.

[Plus d'infos :](#)
[Sur le site du Département](#)
[Sur le site du SGAR](#)

Le Grand Genève au programme dans les lycées !



Le Conseil local de développement du Genevois français a présenté une nouvelle édition du dossier pédagogique consacré au Grand Genève : "Le Grand Genève, notre territoire du quotidien", destiné aux lycéens des classes de première, dans le cadre du programme de géographie. Fort de l'accueil positif réservé par les lycéens et leurs professeurs en 2012, cette 2ème édition,

accompagnée d'un cahier enseignant et d'un cahier d'exercice, a été diffusée dans 15 lycées du périmètre de l'ARC Syndicat mixte (Assemblée régionale de coopération du genevois) à l'occasion de la rentrée 2015. Au total, ce sont 85 enseignants et 94 classes, soit environ 3 100 élèves qui sont concernés. **"Pour que ce projet [le Grand Genève] réussisse, il est indispensable que les habitants de part et d'autre de la frontière en comprennent les enjeux et se les approprient. Et parmi les habitants, aucun public n'est plus important que les jeunes. Car les lycéens d'aujourd'hui sont les citoyens de demain. À ce titre il est fondamental de les intéresser à ces questions, qui sont essentielles pour un développement harmonieux et maîtrisé de notre belle région"**, a souligné Gabriel Doublet, vice-président de l'ARC Syndicat mixte lors d'une rencontre entre les lycéens et les élus le 13 novembre 2015. [Plus d'infos](#)

Journée "Learn do share" de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai

Le 26 novembre à Kortrijk, une journée placée sous le signe de l'innovation et du concept "Learn do share" (Apprendre. Faire. Partager) a été organisée par l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Ce sont près de 120 personnes qui ont réfléchi, ensemble, à la façon de faire évoluer l'Eurométropole et de s'y impliquer. Outre la mise en commun des expériences et des initiatives citoyennes, un manifeste regroupant les idées et ambitions partagées pour la société de demain a été publié.

[Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS FRANCE

Nouvelles régions françaises et réforme territoriale : quels effets sur la coopération transfrontalière ?

Suite aux élections régionales et à la réforme qui a réduit le nombre de régions en France métropolitaine de 22 à 13, la MOT publie une note "[Nouvelles régions françaises et réforme territoriale : quels effets sur la coopération transfrontalière ?](#)". 9 des 13 nouvelles régions de France métropolitaine sont frontalières et impliquées dans un programme de coopération territoriale (volet A) : Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Corse, Normandie et Bretagne. **Une note plus complète est réservée aux adhérents** (Espace membres > Ressources juridiques) : [cliquez ici](#).

ACTUALITÉS EUROPE

Suite de l'article en page 1.

Les conclusions de la Présidence luxembourgeoise en matière de coopération transfrontalière

[...] La présidence grand-ducale a d'ailleurs salué l'initiative de la Commission européenne en matière de statistiques transfrontalières, qui souhaite coordonner le travail avec les États-membres, appelant à une plus grande implication de leur part. La MOT est elle-même très impliquée sur ce sujet aux côtés du CGET et des ses partenaires européens.

Par ailleurs, la crise des réfugiés en Europe a été abordée le 26 novembre, tout d'abord pour souligner le rôle des villes et la nécessité d'adapter les politiques urbaines européennes, mais également lors du Conseil "Affaires générales" de l'Union¹, qui a évoqué la possibilité de recourir à Interreg pour répondre au défi de leur intégration. La Commissaire européenne chargée de la politique régionale, Corina Crețu, a évoqué la

possibilité d'adapter le contenu de certains programmes de coopération.

Pour la première fois, le Conseil "Affaires générales" a évoqué de manière extensive la coopération transfrontalière. Au-delà de la crise des réfugiés, il a salué l'initiative luxembourgeoise qui a permis de traiter à ce niveau des enjeux de la coopération transfrontalière et de souligner le rôle bénéfique d'Interreg depuis 25 ans dans le renforcement de l'intégration régionale, et sa valeur ajoutée en matière socio-économique, environnementale, culturelle, institutionnelle ou encore politique, ainsi que son effet positif reconnu notamment dans les régions ultrapériphériques et les zones moins peuplées. L'initiative de la Commission, travaillant sur les obstacles à la

coopération transfrontalière, a été saluée et la coordination des États-membres sur le thème de l'observation statistique transfrontalière largement encouragée, avec une invitation faite à la Commission et aux États-membres de travailler sur une approche pragmatique, orientée vers les résultats, pour les programmes européens de coopération territoriale.

¹ Qui rassemble les 28 ministres des Affaires européennes et qui prépare la tenue du Conseil européen, composé des chefs d'Etat ou de gouvernement.

Plus d'infos :

[Les conclusions de la Présidence luxembourgeoise \("Territorial cohesion" et "Urban policy"\)](#)

[Plus d'infos sur le site de la Présidence](#)
[Plus d'infos sur les travaux de la MOT en matière d'observation](#)



"A world without borders - Refugees, cooperation and territories"

Un séminaire intitulé "A world without borders: Refugees, cooperation and territories" a été organisé dans le cadre du programme ESPON 2020 en coopération avec la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, les 8 et 9 décembre 2015 à Luxembourg.

Les échanges ont porté sur la dimension territoriale de la question des réfugiés en Europe, ainsi que sur la coopération transfrontalière et les stratégies macro-régionales de l'UE.

Une table ronde réunissant des représentants du Comité des régions, de la Commission européenne, de la Présidence luxembourgeoise, du programme ESPON, de la MOT, du Centre for Cross Border Studies et d'Eurostat était consacrée au soutien futur du programme à la coopération transfrontalière, notamment en matière d'observation des territoires transfrontaliers.

[Plus d'infos](#)



Séminaire des services de l'Etat à Toulouse

A l'initiative du SGAR Midi-Pyrénées, un séminaire de travail à destination des services déconcentrés de l'Etat des régions frontalières de l'Espagne et de l'Andorre s'est tenu le 25 novembre 2015 à Toulouse pour échanger sur les pratiques et envisager de nouvelles modalités d'organisation visant à lever les obstacles à la coopération franco-hispano-andorrane. La MOT a notamment présenté le travail précurseur mené à la frontière franco-belge sur l'identification/résolution d'obstacles, qui a vocation à être transposé sur d'autres frontières.

REVUE DE PRESSE

Les nouvelles régions françaises, vues d'Europe

Policy paper, Institut Jacques Delors, Marjorie Jouen, décembre 2015

"Principalement motivée par des considérations nationales, la création des nouvelles 'grandes régions' a parfois été légitimée par des arguments externes et européens, telle que l'obtention d'une taille critique dans la compétition internationale, la comparaison avec les régions allemandes, italiennes ou espagnoles voisines, etc. Qu'en est-il vraiment et quels défis ces nouvelles régions devront-elles relever ?"

Politique régionale : tous les programmes 2014-2020 étant désormais adoptés, cap sur leur mise en oeuvre

Communiqué Europa, 3 déc.

"La Commission a adopté un nouveau programme de politique régionale [...]."

Nouvelle piscine de Poperinghe : les élus belges attendent les visiteurs français

L'Indicateur Flandres Vallée de la Lys, 2 décembre

"Avec ce projet colossal de 11 millions d'euros, la municipalité belge compte bien doubler, voire tripler le nombre d'entrées. Grâce notamment à ses fidèles français..."

Forum transfrontalier : pour bien vivre ensemble

Le Républicain lorrain, 13 décembre

"Les associations sportives luxembourgeoises et françaises se sont rencontrées au premier forum transfrontalier organisé par le Groupement européen de coopération territoriale Alzette-Belval (GECT), au foyer de l'hôtel de ville de Villerupt."

Vivre dans une Eurorégion : l'exemple de la région méridionale du Haut Rhin

Population&Avenir, n°724, sept-oct 2015

"Nombre d'habitants vivent près d'une frontière internationale. [...] Comment un espace transfrontalier peut-il se vivre ? L'exemple de la région méridionale du Haut Rhin [...] est considérée comme un modèle d'une "Euregio" transfrontalière avec plus d'un demi-siècle de coopération."

En route vers la première université européenne

Newspress, 11 décembre

"Création dans le Rhin Supérieur du premier 'Groupement européen de coopération territoriale' porté uniquement par des universités. Le 9 décembre 2015, les Universités de Bâle, Fribourg-en-Brigau, Haute-Alsace et Strasbourg ainsi que le Karlsruher Institut für Technologie ont signé les documents fondateurs du Campus européen trinational."

Mobilité : la lutte contre les bouchons continue

Le Messenger, 3 décembre

"550000 déplacements par jour aux frontières cantonales. La priorité encore donnée à la voiture individuelle. Et des bouchons bien visibles matin et soir."

Grand Genève : que révèle la nouvelle déclaration politique commune?

Le Messenger, 3 décembre

"[A l'issue de la dernière réunion du GLCT du Grand Genève,] Français et Suisses ont livré leurs nouvelles orientations [...]. L'idée de relancer "un énième et improbable fonds frontalier d'agglomération a été écarté unanimement", relate le conseil départemental de Haute-Savoie, favorable à une 'démarche concrète et pragmatique' où la priorité sera donnée au financement des grandes infrastructures de mobilité."

Alcotra 2014-2020 : cinq projets retenus

Le Dauphiné libéré, 3 décembre

"Cinq projets haut-savoyards ont été présentés dans le cadre du programme de coopération transfrontalière France-Italie Alcotra 2014-2020 et les cinq ont été retenus."

40 ans de coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur

Le Secrétariat commun de la Conférence du Rhin supérieur et le journaliste Reinhard Reck ont élaboré une brochure à l'occasion du 40ème anniversaire de la Commission intergouvernementale franco-germano-suisse. Le fascicule présente l'évolution, la diversité et le dynamisme de la coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur depuis l'Accord de Bonn de 1975. Les étapes marquantes de cette coopération transfrontalière sont commentées par des personnalités, témoins actifs d'hier ou d'aujourd'hui.

Conférence du Rhin supérieur, Secrétariat commun ; Reinhard Reck, 2015
45 pages – Langues : français - allemand.

Document à télécharger en cliquant ici.



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr

Directeur de publication :
Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayral

Photos : Droits réservés.
Page 3 : SIP, Jean-Paul Kieffer

Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter :
@reseauMOT



cget



Sous le patronage de la Représentation en France de la Commission européenne



Commission européenne